

Chronologie

April–Juni / avril–juin 2010

April/avril

02.04. In Reaktion auf das schlechte Ergebnis der Regierungspartei UMP bei den Regionalwahlen Ende März empfängt Staatspräsident Sarkozy die Parlamentarier der Partei im *Elysée*-Palast. Dabei kündigt er Veränderungen in der Zusammenarbeit an, u. a. die Einführung eines monatlichen Treffens zwischen ihm und den UMP-Parlamentariern.

04.04. Aus Anlass des 50. Jahrestages der Unabhängigkeit des Senegal übernimmt das senegalesische Militär die Kontrolle über den bisherigen französischen Militärstützpunkt in Dakar. Bereits 2008 hatte Staatspräsident Sarkozy eine Neuordnung der französischen Militärpräsenz auf dem afrikanischen Kontinent angekündigt.

Le fardeau afghan

Lors de lourds affrontements entre quelque 200 extrémistes talibans et la *Bundeswehr*, trois soldats allemands sont tués le 2 avril, huit autres grièvement blessés, dans le district de Char Darah, près de Kundus. Le lendemain, deux véhicules de l'armée afghane sont visés par erreur par les soldats de la *Bundeswehr*. Ils n'avaient pas obtempéré lors de la procédure de vérification. Six soldats afghans sont tués. Ces deux événements relancent en Allemagne le débat sur la nécessité de maintenir les 4 500 soldats allemands dans le Nord de l'Afghanistan. En raison de cette escalade de la violence, le ministre de la Défense, Karl-Theodor zu Guttenberg, ne parle plus de conflit, mais bien de guerre, même si l'expression n'est pas juridiquement correcte.

Lors des obsèques des soldats allemands à Selsingen, en Basse-Saxe, la chancelière Angela Merkel déclare le 9 avril, en présence d'un millier de personnes, que l'engagement allemand en Afghanistan ne sera pas remis en question, la mission de la *Bundeswehr* étant de pacifier une région dans l'intérêt du reste du monde. Le 15 avril, quatre soldats allemands trouvent la mort et cinq autres sont grièvement blessés au cours

d'un nouvel affrontement près de la ville de Baghlan. 43 soldats de la *Bundeswehr* ont ainsi perdu la vie depuis le début de la mission en 2002. Le ministre de la Défense apprend la nouvelle à Termes, en Ouzbékistan, après avoir rendu visite aux troupes allemandes en Afghanistan avec une délégation de députés du *Bundestag*, représentant tous les groupes parlementaires sauf *Die Linke*. Il décide de retourner auprès des soldats. Le 22 avril, la chancelière fait une déclaration gouvernementale au *Bundestag* pour réitérer la position du gouvernement et estimer qu'un retrait serait irresponsable. Les obsèques ont lieu deux jours plus tard à Ingolstadt, en présence de la chancelière, du ministre des Affaires étrangères Guido Westerwelle et de son homologue afghan Salmai Rasul, ainsi que du ministre de la Défense qui demande à l'opinion publique d'accepter les dangers liés à une telle mission.

Le 21 mai, c'est le chef de l'Etat, Horst Köhler, qui se rend à son tour en Afghanistan pour inspecter les troupes allemandes à Mazar-e-Charif. Une déclaration faite au retour à un journaliste du *Deutschlandradio* provoque, à retardement, une polémique qui conduit le président à annoncer le 31 mai sa démission immédiate (voir dans ce numéro, pages 24–25). F. T.

Activités diplomatiques

Afrique : Le 8 avril, le ministre des Affaires étrangères Guido Westerwelle et son ministre du Développement Dirk Niebel se rendent pour cinq jours en Afrique. En Tanzanie, ils rencontrent le président Jakaya Kikwete pour parler notamment du sort des pirates somaliens arrêtés dans l'Océan indien et des 18,5 millions d'euros d'aide au développement fournie par Berlin en 2010. Les deux ministres inaugurent ensuite un nouvel Institut Goethe à Dar es Salam. En République sud-africaine, où 600 entreprises allemandes garantissent 90 000 emplois, l'entretien avec le vice-président Kgalema Motlanthe à Pretoria est consacré à l'aide allemande portée à 112 millions d'euros pour les trois prochaines années. Le 11 avril, les deux ministres rendent visite aux soldats allemands stationnés à Djibouti dans le cadre des missions militaires *Atalanta* et *Enduring Freedom* contre le terrorisme et la piraterie. Le ministre des Affaires étrangères Mahmoud Ali Youssouf annonce qu'il soutiendra les efforts de Berlin pour obtenir un siège non permanent dans un conseil de sécurité des Nations-Unies réformé.

Chine : Le président Horst Köhler se rend le 17 mai à Pékin pour des entretiens avec son homologue chinois Hu Jintao et le premier ministre Wen Jiabao, ainsi que le président de la Banque centrale chinoise, Zhou Xiaochuan. Il visite le 19 mai l'Exposition universelle de Shanghai à la tête d'une importante délégation de chefs d'entreprises, dans le cadre d'une Journée de l'Allemagne. La participation allemande à l'Exposition universelle a coûté environ 50 millions d'euros.

Proche-Orient : Le chef de la diplomatie allemande s'entretient le 22 mai à Beyrouth avec le premier ministre libanais Saad Hariri pour évoquer avec lui la situation dans la région. Il rend visite également au contingent allemand de l'Unifil, qui depuis 2006 combat les ventes illégales d'armements au large de la côte libanaise. Le parti libéral, dont Guido Westerwelle est pré-

sident, avait refusé cette mission, lorsqu'il était encore dans l'opposition. Le ministre se déclare cependant favorable au renouvellement du mandat. Au Caire, il s'entretient entre autre avec le président égyptien Hosni Moubarak et lance un appel pour que l'administration palestinienne et le gouvernement israélien mènent des négociations de paix directes en vue de concrétiser la solution des deux Etats. Après une escale en Jordanie, Guido Westerwelle demande au président Bachar el Assad de Syrie que son pays pèse de tout son poids dans le soutien des forces modérées pour aboutir à la paix. Le 20 juin, Israël refuse au ministre du Développement, Dirk Niebel, vice-président de la société germano-israélienne, l'entrée dans la bande de Gaza. Le 25, le chef de la diplomatie allemande accepte une invitation de Tel Aviv à se rendre à Gaza avec plusieurs homologues européens.

Golfe : La chancelière quant à elle se rend le 24 mai dans la région du Golfe avec une importante délégation de représentants de l'économie allemande. Plusieurs contrats bilatéraux sont signés en sa présence à Abou Dhabi avec des entreprises des Emirats arabes unis. Angela Merkel visite également Masdar, la première ville au monde à ne pas émettre de CO₂. Les entretiens en Arabie Saoudite, en marge d'une conférence économique d'entreprises saoudiennes, portent également sur la libération de deux otages allemands au Yémen. La chancelière prononce par ailleurs un discours à l'université pour les Sciences et la Technique, la première en Arabie Saoudite où femmes et hommes peuvent suivre leurs études. Angela Merkel termine son voyage par des entretiens à Bahrein.

Russie : La chancelière reçoit le président russe Dmitri Medvedev au château de Meseberg près de Berlin. Les entretiens portent notamment sur une coopération plus étroite en matière de sécurité entre la Russie et l'Union européenne.

F. T.

05.04. Der türkische Premierminister Erdogan trifft zu einem zweitägigen Staatsbesuch in Frankreich ein. Im Vorfeld fordert er einen Wandel im französischen Türkei-Bild und eine Überwindung der Differenzen im Hinblick auf den Beitritt der Türkei zur Europäischen Union. Im Zentrum eines Gesprächs mit Staatspräsident Sarkozy steht außerdem das Thema „Israel“. Erdogan bezeichnet dabei Israel als zentrale Bedrohung des Friedens im Nahen Osten.

07.04. Der Autohersteller *Daimler* und das Automobilunternehmen *Renault-Nissan* vereinbaren eine weitreichende strategische Zusammenarbeit, die neben der gemeinsamen Entwicklung auch eine gegenseitige Kapitalbeteiligung umfasst. *Daimler* wird künftig mit 3,1 % an *Renault-Nissan* beteiligt sein, *Renault* und *Nissan* mit je 1,55 % am deutschen Konzern.

08.04. Nach den schweren Verwüstungen durch das Sturmtief *Xynthia* Ende Februar, bei dem 53 Menschen ums Leben gekommen waren, wird die Räumung von insgesamt etwa 1 500 Gebäuden in den *Départements* Vendée und Charente-Maritime angeordnet. Experten stufen die meist unter dem Meeresspiegel liegenden Gebäude im Fall einer neuen Sturmflut als zu gefährdet ein. Die Bewohner der Häuser sollen entschädigt werden. Anwohner und Kommunalbehörden kritisieren die Entscheidung und die Festlegung der Gefahrenzonen als willkürlich.

09.04. Bei einem französisch-italienischen Gipfeltreffen kommt Nicolas Sarkozy mit seinem italienischen Amtskollegen Berlusconi zusammen. Hierbei betont er die Unterstützung Frankreichs für die italienische Entscheidung einer Rückkehr zur Atomenergie. Mehrere Abkommen zur Kooperation französischer und italienischer Firmen, unter anderem beim Bau von Atomreaktoren, werden im Rahmen des Treffens unterzeichnet.

12.04. Die Parteivorsitzende der sozialistischen Partei (PS), Martine Aubry, trifft auf Einladung der indischen Regierungspartei zu einem dreitägigen Besuch in Indien ein. Es handelt sich seit

Les Eglises en question

Le président de la Conférence épiscopale allemande, Mgr. Robert Zollitsch, reconnaît le 2 avril que des erreurs ont été commises dans le traitement des affaires de pédophilie révélées depuis plusieurs mois. L'archevêque de Freiburg regrette que l'Église n'ait pas mieux aidé les victimes dans le passé. L'évêque d'Augsbourg, Mgr. Walter Mixa, réfute quant à lui toutes les accusations dirigées contre lui, notamment celles de violences envers des jeunes dans les années 70 et 80.

De nouveaux faits de pédophilie sont révélés presque quotidiennement dans la presse, y compris dans des établissements de l'ex-RDA. Le dimanche de Pâques, le 4 avril, de nombreux évêques catholiques et protestants demandent que les intérêts des victimes soient mieux respectés. Mgr. Mixa finit par reconnaître le 16 avril avoir giflé des jeunes, voici plus de vingt ans. Il demande pardon quatre jours plus tard et présente sa démission le 21 avril au Vatican.

Mgr. Mixa, contesté pour ses propos souvent désobligeants (il avait par exemple comparé les interruptions de grossesse à l'holocauste) était également évêque militaire de la *Bundeswehr*. Le pape Benoît XVI accepte cette démission le 8 mai suivant. Le 16 juin, il demande cependant à réintégrer ses fonctions, se disant victime de la pression de plusieurs évêques.

Lors des Journées œcuméniques de Munich du 12 au 16 mai, le thème des abus sexuels dans les établissements de formation tenus par les Églises a fait l'objet de débats animés, en présence de 125 000 personnes et de nombreuses personnalités politiques.

F. T.

ihrem Amtsantritt im Dezember 2008 erst um ihre zweite Auslandsreise als Parteivorsitzende.

13.04. Auf Einladung von US-Präsident Obama nimmt Nicolas Sarkozy gemeinsam mit zahlreichen weiteren Staats- und Regierungschefs an einer Konferenz zum Thema „nukleare Abrüstung“ in Washington teil. Bereits vor dem Treffen hatten

Berlin, la Grèce et l'euro

23.04 : La Grèce annonce officiellement qu'elle souhaite recourir d'ici le 19 mai à l'aide définie par l'Union européenne et le Fonds Monétaire International. Angela Merkel pose comme condition préalable que le gouvernement grec présente un programme d'austérité crédible, afin que la stabilité de la monnaie européenne ne soit pas remise en cause.

26.04 : Le ministre des Finances, Wolfgang Schäuble, reçoit les présidents des groupes parlementaires du *Bundestag* pour définir les conditions d'une aide allemande à court terme. L'opposition exige que les banques allemandes participent à l'effort et que des mesures soient prises contre la spéculation sur les marchés financiers.

28.04 : La chancelière reçoit à Berlin les dirigeants du FMI et de la BCE.

29.04 : Le président Horst Köhler estime, dans un discours au Sommet économique mondial de Munich, que l'Allemagne, dans son propre intérêt, doit contribuer à stabiliser les finances grecques.

30.04 : Des banques, des compagnies d'assurances et des firmes allemandes se déclarent prêtes à participer financièrement au plan d'aide.

02.05 : Les 16 ministres des Finances de la zone euro fixent à 110 milliards l'aide à fournir par les Européens (dont 22,4 milliards par l'Allemagne) et le FMI, contre un plan d'austérité grec de 30 milliards. Le train de mesures est adopté le lendemain au conseil des ministres, réuni en session extraordinaire à Berlin.

04.05 : Le projet de loi passe en première lecture devant les députés du *Bundestag*. Le ministre des Finances négocie avec les banques régionales et les compagnies d'assurances une participation au plan d'aide.

07.05 : Le *Bundestag* et le *Bundesrat* adoptent le plan d'aide. Seule *Die Linke* refuse. Les députés du SPD s'abstiennent. Le chef de l'État signe aussitôt la loi.

08.05 : Réunis à Bruxelles, les chefs d'Etat et de gouvernement adoptent le plan d'aide, puis analysent la situation de la monnaie européenne. Ils élaborent des plans de soutien pour éviter que l'Espagne et le Portugal ne soient emportés dans la tempête financière. Après douze heures de négociations le 9 juin, ils adoptent à l'unanimité un plan de soutien de l'euro de 720 milliards d'euros, dont 147,6 milliards pour l'Allemagne.

11.05 : Berlin donne son feu vert. Les partis d'opposition réagissent au nouveau plan avec scepticisme. CDU et FDP débattent sur une taxation sur les transactions financières internationales promise par Angela Merkel aux partenaires européens.

13.05 : La chancelière salue la proposition de Bruxelles d'analyser les projets budgétaires des Etats à partir de 2011, avant qu'ils ne soient discutés à l'échelon national. Son ministre des Affaires étrangères, Guido Westerwelle, préfère quant à lui souligner que le droit budgétaire doit rester un droit souverain des Etats nationaux.

18.05 : Wolfgang Schäuble annonce l'interdiction des ventes à découvert nues sur une série d'instruments de la zone euro.

19.05 : La chancelière fait une déclaration gouvernementale au *Bundestag* pour justifier l'adoption du plan de soutien à l'euro.

21.05 : L'opposition s'abstient lors du vote sur le nouveau projet de loi, *Die Linke* vote contre. La loi est adoptée avec les voix des partis de la coalition gouvernementale. Le *Bundesrat* donne également son feu vert, avant que le président Horst Köhler n'appose sa signature. Le même jour, le ministre des Finances présente à Bruxelles un plan en neuf points à un groupe de travail présidé par le président permanent du Conseil européen, Herman van Rompuy. Ce plan prévoit des sanctions plus lourdes contre les pays de la zone euro qui ne respecteraient pas les critères.

E. T.



die USA und Russland eine Reduktion der Zahl ihrer Atomsprengköpfe vereinbart. Sarkozy weist darauf hin, dass Frankreich die Zahl seiner Sprengköpfe bereits auf 300 reduziert habe und zur Garantie der Sicherheit des Landes keine weitere Reduktion vornehmen werde.

13.04. Der Vorsitzende des *Front National*, Jean-Marie Le Pen, kündigt für Januar 2011 einen Wechsel im Vorsitz der Partei an, den er selbst 38 Jahre lang innegehabt hatte. Zudem wird er auf eine Kandidatur bei den Präsidentschaftswahlen 2012 verzichten. Auf dem Parteikongress im Januar 2011 wollen Le Pens Tochter, Marine Le Pen, sowie Generalsekretär Bruno Gollnisch bei der ersten Wahl eines Vorsitzenden in der Geschichte des *Front National* kandidieren.

15.04. Beim Ausbruch des isländischen Vulkans Eyjafjallajökull werden auch in Frankreich nach und nach alle Flughäfen gesperrt, da die Partikel der Aschewolke Schäden an den Flugzeugen verursachen können. Tausende Reisende sitzen auf den Flughäfen fest. Auf Grund der Behinderungen im Luftverkehr in Folge der Aschewolke muss Staatspräsident Sarkozy am 17. April seine Teilnahme an der Trauerfeier für den polnischen Präsidenten Lech Kaczyński absagen. Kaczyński sowie seine Frau und weitere führende Vertreter des öffentlichen Lebens in Polen war am 10. April beim Absturz der Präsidentenmaschine im russischen Smolensk ums Leben gekommen.

20.04. Bei einem Besuch im *Département* Seine-Saint-Denis erklärt der Staatspräsident die Bedeutung der Kriminalitätsbekämpfung und kündigt harte Maßnahmen gegen kriminelle Banden und jugendliche Gewalttäter an. Als neuer Präfekt des *Département* wird Sarkozys Vertrauter Christian Lambert, ehemaliger Chef der Eliteeinheit RAID, eingesetzt. Zur Bekämpfung der Jugendkriminalität droht der Staatschef eine Kürzung oder Streichung der Familienzulage für die Eltern von Schülern, die regelmäßig im Unterricht fehlen, an.

26.04. Die Gewerkschaften rufen zu einem Streik der Mitarbeiter des Flugzeugbauers *Airbus*

auf, der nach und nach an allen *Airbus*-Standorten stattfinden soll. Grund für den Streik ist der Vorwurf zu geringer Lohnerhöhungen sowie die geplante Verlagerung von Produktionskapazitäten nach Deutschland durch den *Airbus*-Mutterkonzern EADS.

27.04. Der ehemalige Diktator in Panama, Manuel Noriega, wird an Frankreich ausgeliefert, wo er wegen Drogengeschäften und Geldwäsche durch den Kauf von Luxuswohnungen angeklagt werden soll. Er war in Paris bereits in Abwesenheit zu zehn Jahren Haft verurteilt worden.

Des avions cloués au sol

Après l'éruption du volcan islandais Eyjafjallajökull, le trafic aérien est perturbé le 14 avril en Ecosse et en Norvège, puis le lendemain dans la plupart des pays du continent européen. 7000 vols sont supprimés, dont 350 dans le Nord de l'Allemagne. Le 16, l'interdiction est étendue à l'ensemble des aéroports allemands. Dans toute l'Europe, deux tiers des 29 500 vols quotidiens sont annulés.

La chancelière Angela Merkel, de retour des Etats-Unis, est contrainte de faire escale au Portugal, puis à Rome pour se rendre par la route à Berlin le 17 avril, trop tard pour participer à Varsovie aux obsèques du président polonais.

Le trafic reprend peu à peu le 19, mais avec de nombreux retards. Une cinquantaine de vols sont prévus pour rapatrier quelque 15 000 passagers allemands restés bloqués à l'étranger. En réponse aux critiques des compagnies aériennes, la Commission européenne envisage de redéfinir les procédures d'interdiction et d'indemnisation nationale, à condition que les lois de la concurrence soient respectées. La Chambre allemande de Commerce et d'Industrie estime à un milliard d'euros les pertes subies par l'économie allemande. Le 20 avril, l'interdiction est levée en partie. La situation se normalise à partir du lendemain.

F. T.

Imbroglia à Düsseldorf

09.05 : Le parti chrétien-démocrate (CDU) du ministre-président Jürgen Rüttgers arrive légèrement en tête du scrutin régional en Rhénanie du Nord-Westphalie, devant le parti social-démocrate (SPD) représenté par Hannelore Kraft (*voir l'analyse dans ce numéro, pages 27–28*). CDU et SPD revendiquent chacun la direction du *Land*, mais aucun des deux partis ne dispose d'une majorité suffisante pour gouverner.

11.05 : Le président régional du parti libéral (FDP), Andreas Pinkwart, se déclare prêt à négocier une participation à un gouvernement de coalition avec le SPD et les Verts, mais à condition que ces deux partis renoncent à négocier avec *Die Linke*.

12.05 : SPD et Verts procèdent à un premier échange de vues et invitent le FDP et *Die Linke* à des entretiens. Le FDP renonce à négocier avec le SPD et les Verts.

17.05 : *Die Linke* accepte l'offre de négociation du SPD.

20.05 : Après plus de cinq heures d'entretiens avec *Die Linke*, le SPD et les Verts mettent fin à la négociation. Le SPD invite alors la CDU.

31.05 : Le bureau régional du FDP revient sur sa décision de ne pas s'allier au SPD et aux Verts.

01.06 : CDU et SPD poursuivent leurs entretiens, mais sans résultat.

10.06 : Les entretiens entre SPD, Verts et

FDP n'aboutissent pas. Jürgen Rüttgers relance l'idée d'une grande coalition. Mais Hannelore Kraft préfère rester dans l'opposition, estimant qu'un gouvernement avec la CDU ne favoriserait pas le changement de politique qu'elle avait promis pendant la campagne. Les Verts et *Die Linke* critiquent cette décision du SPD.

13.06 : Angela Merkel, chancelière et présidente de la CDU, critique à son tour le refus du SPD de chercher une coalition stable à Düsseldorf.

17.06 : Hannelore Kraft décide de se faire élire à la tête d'un gouvernement régional minoritaire en juillet. Il lui manque une seule voix pour être élue.

19.06 : Les Verts donnent leur accord à la stratégie du SPD. Les négociations peuvent commencer entre les deux partis pour la formation d'un gouvernement minoritaire. Jürgen Rüttgers annonce qu'il n'a pas l'intention de se présenter contre Hannelore Kraft et qu'il ne veut pas devenir président du groupe parlementaire CDU au *Landtag*.

24.06. : Jürgen Rüttgers annonce qu'il abandonne désormais toutes ses fonctions politiques, mais reste encore quelques mois seulement président du parti régional. Il quitte également ses fonctions de vice-président du parti chrétien-démocrate à l'échelon fédéral.

F. T.

28.04. Staatspräsident Sarkozy trifft zu einem dreitägigen Besuch in China ein. Bei einem Gespräch mit Chinas Staatschef Hu Jintao geht es unter anderem um die Lage und künftige Politik in Afghanistan sowie die Iran-Politik. Zudem eröffnet Sarkozy den französischen Pavillon auf der Weltausstellung 2010 in Shanghai.

30.04. Ein Sondergericht für ehemalige Regierungsmitglieder verurteilt den früheren Innenminister Charles Pasqua zu einer einjährigen Bewährungsstrafe in einer Affäre um Bestechungsgelder. In zwei weiteren Anklagepunkten wegen Korruption wird Pasqua freigesprochen, insgesamt laufen zehn Ermittlungsverfahren.

Mai/mai

03.05. Premierminister Fillon stellt in Paris die ersten Projekte vor, die aus Mitteln der großen Staatsanleihe (*grand emprunt*) finanziert werden sollen, darunter der Bau eines Forschungsreaktors im *Département* Bouches-du-Rhône und die Finanzierung von energetischer Gebäudesanierung.

03.05. Die französische Nationalversammlung verabschiedet mit den Stimmen der Regierungspartei UMP sowie der Abgeordneten der Sozialistischen Partei den französischen Beitrag zum insgesamt 110 Milliarden Euro umfassenden Ret-

tungspaket für das von der Insolvenz bedrohte Griechenland. Der Anteil Frankreichs an den Krediten wird 16,8 Milliarden Euro betragen.

03.05. Ein Schiedsgericht verurteilt den französischen Staat sowie den Rüstungskonzern *Thales* zu einer Entschädigungszahlung von mehreren Millionen Euro an Taiwan. Dem ehemaligen staatlichen Unternehmen *Thomson CSF*, heute *Thales*, wird vorgeworfen, bei einem Rüstungsgeschäft im Jahr 1991 illegale Kommissionen an Vermittler gezahlt zu haben. Die Waren seien dadurch übersteuert gewesen.

06.05. Im Vorfeld eines EU-Sondergipfels zur Finanzkrise fordern Staatspräsident Sarkozy und Bundeskanzlerin Merkel in einem gemeinsamen Brief eine intensivere Überwachung der Haushaltspolitik und strengere Sanktionsmaßnahmen bei zu hoher Verschuldung. Sie kritisieren das Verhalten der Rating-Agenturen im Fall der Griechenlandkrise, unterstützen aber nicht direkt die Forderung nach einer eigenständigen europäischen Rating-Agentur.

06.05. Premierminister Fillon kündigt ein Einfristen der Staatsausgaben für die kommenden drei Jahre an. Ziel ist es, wieder den in den Kriterien von Maastricht festgeschriebenen Prozentsatz von maximal 3 % Neuverschuldung zu erreichen. Hierfür soll u. a. jede zweite frei werdende Stelle im öffentlichen Dienst nicht neu besetzt werden.

09.05. Bei einem Treffen in Brüssel einigen sich die Regierungschefs der 16 Euroländer auf einen Schutzschirm für krisenbedrohte Eurostaaten in Höhe von 750 Milliarden Euro. Zugleich beschließen sie eine grundlegende Neugestaltung des Regelwerks der Europäischen Währungsunion, darunter die Möglichkeit für die Europäische Zentralbank, Staatsanleihen krisenbedrohter Staaten aufzukaufen.

09.05. Erstmals nehmen zum 65. Jahrestag des Kriegsendes französische Truppen gemeinsam mit Truppen anderer NATO-Mächte wie Großbritannien, Deutschland und Polen an der Militärparade in Moskau teil. Auch etwa zwanzig Regierungschefs sind auf Einladung des russischen

France-Allemagne et la crise de l'euro

01.05 : Angela Merkel et Nicolas Sarkozy s'accordent, au cours d'un entretien téléphonique, sur un plan d'aide estimé à 120 milliards d'euros sur trois ans. La chancelière déclare dans une interview qu'elle est favorable au retrait du droit de vote des pays de la zone euro qui ne respecteraient pas les critères de déficit.

09.05 : Des rumeurs circulent à Bruxelles quant à des échanges plutôt tendus entre la chancelière et le président français sur la marche à suivre. Nicolas Sarkozy insiste pendant la conférence de presse sur la coopération entre Paris et Berlin, estimant qu'il n'y a pas d'alternative à l'axe franco-allemand.

09.06 : Le président français et la chancelière allemande adressent une lettre commune au président de la Commission européenne José Manuel Barroso, dans laquelle ils recommandent une interdiction des ventes à découvert.

07.06 : A la dernière minute, Angela Merkel annule un dîner prévu à Berlin avec Nicolas Sarkozy. L'entretien a finalement lieu le 14 juin. Le président français et la chancelière s'accordent sur la question d'un gouvernement économique européen regroupant les 27 états-membres. Paris et Berlin défendent leurs initiatives communes lors de la réunion du Conseil européen de Bruxelles le 17 juin.

21.06 : Dans une lettre commune adressée au premier-ministre canadien Stephen Harper à la veille du G20 de Toronto, le président et la chancelière exigent des réformes des marchés financiers.

27.06 : Le sommet du G20 légitime la taxe sur les banques réclamée par Paris et Berlin (et Londres), mais face à l'opposition du Canada et du Japon cette taxe n'est pas rendue obligatoire.

F. T.

Démission surprise

Contre toute attente, Roland Koch, ministre-président de la Hesse depuis 1999, annonce le 25 mai qu'il mettra fin à tous ses mandats politiques le 31 août. Il est également vice-président du parti chrétien-démocrate à l'échelon fédéral et président régional de ce même parti. Son ministre régional de l'Intérieur, Volker Bouffier, élu président de la CDU le 12 juin, est pressenti pour lui succéder à la tête du gouvernement de coalition avec les Libéraux. Roland Koch précise avoir informé la chancelière de ses intentions depuis plus d'un an. La ministre régionale de l'Environnement, Silke Lautenschläger, déclare à son tour ne plus vouloir faire partie du gouvernement après le départ de Roland Koch.

Elu avec une majorité absolue de mandats en 1999 après une campagne jugée populiste par ses adversaires, le ministre-président n'avait pu maintenir son score en 2008 et n'avait dû sa survie qu'aux erreurs de stratégie commises par la candidate sociale-démocrate Andrea Ypsilanti dans ses efforts de créer une coalition minoritaire avec les Verts soutenue implicitement par la nouvelle Gauche. Lors des élections anticipées de 2009, Roland Koch avait pu rester à la tête du gouvernement de Wiesbaden avec le soutien des Libéraux.

Considéré comme l'un des principaux rivaux de la chancelière, Roland Koch n'avait cependant pas réussi à imposer ses vues ultraservatrices à Angela Merkel.

F. T.

Präsidenten Medwedew bei der Parade zugegen. Staatspräsident Sarkozy sagt seine Teilnahme angesichts der Eurokrise ab.

11.05. Die *Assemblée nationale* nimmt mit den Stimmen der Regierungspartei UMP, der Sozialisten und des Zentrums eine Resolution gegen eine Vollverschleierung muslimischer Frauen im öffentlichen Raum an. Diese verstoße gegen die Werte der Republik. Die Resolution ist nicht bindend, sondern soll dem Verbotsgesetz beige-

stellt werden, über das im Juni entschieden wird. Die Sozialistische Partei lehnt ein vollständiges gesetzliches Verbot des Ganzkörperschleiers im öffentlichen Raum ab.

16.05. Arbeitsminister Woerth stellt die Grundzüge einer geplanten Rentenreform dar. Statt einer Erhöhung der Beiträge sieht die Reform eine mögliche Verlängerung der Dauer der Beitragszahlungen oder eine schrittweise Anhebung des Rentenalters vor. Auch hohe Einkommen und Kapitalerträge sollen möglicherweise zur Finanzierung der Renten herangezogen werden. Das Defizit der Rentenversicherung wird im Jahr 2010 voraussichtlich über zehn Milliarden Euro betragen.

18.05. Staatspräsident Sarkozy nimmt in Madrid an einem EU-Lateinamerika-Gipfel teil. Im Zentrum der Gespräche der Staats- und Regierungschefs stehen die Wirtschafts- und Finanzkrise, die Klimaverhandlungen sowie Verhandlungen über ein Freihandelsabkommen zwischen der EU und den Mercosur-Staaten. Am Rande des Gipfels trifft Sarkozy zu bilateralen Gesprächen mit dem brasilianischen Staatspräsidenten Lula und dem neu gewählten chilenischen Präsidenten Pinera zusammen.

20.05. Eine Woche nach seiner Wahl trifft der neue Premierminister von Großbritannien, James Cameron, zum Antrittsbesuch in Paris ein, bevor er nach Berlin weiterreist. Sarkozy und Cameron betonen gemeinsame Haltungen zu vielen internationalen Themen und bekräftigen ihren Willen, im Rahmen Europas, aber auch der G8- und G20-Gremien eng zusammenzuarbeiten.

20.05. Im Rahmen der zweiten „Defizitkonferenz“ mit Vertretern des Parlaments, der Regierung, der Gebietskörperschaften sowie der Sozialversicherungsträger eröffnet Nicolas Sarkozy den Plan einer Verfassungsänderung zur Aufnahme einer Schuldenbremse nach deutschem Vorbild. Jede Regierung soll sich demnach bei ihrer Wahl auf Defizitziele festlegen.

21.05. Die EU-Finanzminister beschließen in Brüssel härtere finanzielle und politische Sanktio-

nen gegen Staaten, die gegen den EU-Stabilitäts-pakt verstoßen. Auf Initiative Frankreichs sollen dabei zunächst Maßnahmen im Rahmen der bestehenden Verträge erarbeitet werden. Der deutsche Vorschlag einer geordneten Insolvenz verschuldeter Staaten wird damit zunächst nicht aufgegriffen.

27.05. In mehreren Städten versammeln sich nach Gewerkschaftsangaben etwa eine Million Menschen zu Protestkundgebungen gegen die angekündigte Erhöhung des Rentenalters. Viele Beschäftigte der Post, an Schulen und bei *France Telecom* legen die Arbeit nieder. Arbeitsminister Woerth hatte Details der geplanten Rentenreform angekündigt, darunter die Anhebung des Rentenalters auf 63 Jahre sowie das Recht auf volle Bezüge erst nach 41 Beitragsjahren.

28.05. Das UEFA-Exekutivkomitee gibt bekannt, dass die Fußball-Europameisterschaft der Herren im Jahr 2016 in Frankreich stattfinden wird. Frankreich setzt sich damit gegen die Mitbewerber Italien und Türkei durch.

31.05. In Nizza findet der 25. Frankreich-Afrika-Gipfel statt, an dem Staatspräsident Sarkozy und Außenminister Kouchner sowie Vertreter afrikanischer Staaten teilnehmen. Im Zentrum des Gipfels stehen Wirtschaftsbeziehungen sowie die Bekämpfung des Terrorismus, des Klimawandels und des Drogenhandels.

Juni/juin

02.06. In Paris beginnt der Prozess gegen Jean-Marie Messier, den ehemaligen Chef des Unterhaltungskonzerns *Vivendi*. Er wird wegen Untreue, Fehlinformationen der Märkte und Kursmanipulation angeklagt. Zum Ende seiner Zeit bei *Vivendi* im Jahr 2002 hatte der Konzern vor der Insolvenz gestanden.

02.06. Der US-amerikanische Konzern *Iridium* vergibt einen Auftrag in Höhe von etwa 2,1 Milliarden Dollar an das französische-italienische Raumfahrt- und Rüstungsunternehmen *Thales-Alenia*. Der Auftrag wird dabei durch

Le 10^e président

31.05 : Le président de la République, Horst Köhler, annonce sa démission, avec effet immédiat. Le président du *Bundestag* fixe l'élection de son successeur au 30 juin.

03.06 : Les présidents des trois partis de la coalition gouvernementale présentent le ministre-président de Basse-Saxe, Christian Wulff, comme candidat à la succession de Horst Köhler.

04.06 : Les sociaux-démocrates et les Verts choisissent Joachim Gauck comme leur candidat contre Christian Wulff. Ils regrettent que la majorité gouvernementale ait refusé de désigner un candidat au-delà des partis, acceptable pour toutes les formations politiques.

08.06 : *Die Linke* nomme la journaliste Luc Jochimsen. Le parti d'extrême droite NPD désigne le chanteur Frank Rennicke.

30.06 : Christian Wulff est élu à la majorité absolue, mais seulement au troisième tour. Il devient le 10^e président de la République fédérale d'Allemagne.

(Voir l'analyse dans ce numéro, pages 24–26.)

F. T.

Exportgarantien des französischen Exportversicherers *Coface* abgesichert. Insgesamt sollen über 80 Satelliten für das Satellitenprojekt *Iridium Next* gebaut werden.

04.06. Die europäische Gemeinschaftswährung Euro ist zum ersten Mal seit mehreren Jahren unter den Wert von 1,20 Dollar gefallen. Eine missverständliche Äußerung des Premierministers, Filon, hatte an den Märkten für Unruhe gesorgt. Er hatte sich positiv über eine *parité* zwischen Euro und Dollar geäußert, worunter fälschlicherweise nicht lediglich der Wechselkurs, sondern ein Eins-zu-Eins-Verhältnis der beiden Währungen verstanden wurde.

07.06. Ein geplantes Treffen zwischen Angela Merkel und Nicolas Sarkozy in Berlin wird kurzfristig verschoben. Die Absage des Termins löst in den Medien Spekulationen über Verstimmungen

Mesures draconiennes

Après un week-end d'intenses délibérations, les ministres du gouvernement de Berlin annoncent le 6 juin que des mesures vont être prises lors du conseil des ministres pour consolider le budget de l'Etat dans les prochaines années. Le gouvernement allemand entend économiser plus de 80 milliards d'euros d'ici à 2004, dont 11,2 milliards d'euros dès 2011. Ce train de mesures, plus élevé que ce qui avait été envisagé les jours précédents, est le plus important de l'histoire de l'Allemagne fédérale. Sont particulièrement concernées par cette austérité sans précédent : les subventions, les dépenses sociales, l'administration et l'armée. Les économies devront se monter à 19,1 milliards en 2012, 24,7 milliards l'année suivante et 26,6 milliards en 2014. Berlin entend ainsi respecter de nouveau les critères de stabilité et de croissance définis par Bruxelles et mis à mal par la crise économique.

- D'ici à 2014, le personnel des administrations de l'Etat et des ministères, qui compte 129 000 fonctionnaires et 149 000 employés, devrait être réduit d'au moins 15 000 personnes, soit une économie d'environ 800 000 euros.
- Les effectifs de la *Bundeswehr* seront réduits de 40 000 hommes, contre l'avis du ministre de la Défense, Theodor zu Guttenberg, qui avait suggéré de supprimer le service militaire (passé entre-temps de neuf à six mois).
- La prime de Noël des fonctionnaires sera supprimée.
- La reconstruction du château de Berlin, qui devait débuter fin 2011 pour une somme de 552 millions d'euros, est reportée à 2014 au plus tôt.
- Une taxe sur le transport aérien va être mise en place.
- Les mesures concernent également les entreprises, notamment les fournisseurs d'énergie nucléaire qui devront payer un impôt sur le combustible nucléaire, lorsque la durée de vie des centrales aura été prolongée. Berlin espère une rentrée d'argent de plus de 2,3 milliards d'euros par an. Deux autres milliards de recettes devraient être versés à partir de 2012 par les banques.

Seuls les secteurs de l'éducation et de la recherche ainsi que ceux du bâtiment et des transports sont épargnés par ce train de mesures. Mais ce sont les réductions des dépenses sociales qui suscitent le plus de remous : le gouvernement souhaite en effet faire en sorte que les chômeurs trouvent un emploi plutôt que de toucher des allocations. La secrétaire générale du parti social-démocrate, Andrea Nahles, dénonce le manque d'initiatives contre les spéculateurs et annonce une forte résistance du SPD contre toutes mesures touchant « *les chômeurs, les retraités et les étudiants* ». *Die Linke* parle quant à elle d'une « *stratégie asociale* », les Verts préconisent pour leur part une taxe sur les hauts revenus. La Confédération allemande des syndicats (DGB) formule des propositions analogues, entre autre un impôt plus élevé sur les héritages et une taxe sur les marchés financiers qui pourraient rapporter respectivement 6 et 12 milliards d'euros. Le DGB estime à 12 milliards la recette que provoquerait l'introduction d'une taxe sur les revenus élevés.

Même dans les rangs de la majorité gouvernementale, plusieurs voix s'élèvent contre un train de mesures qualifié de « *socialement non équilibré* » par le président du groupe des salariés au sein du groupe parlementaire CDU/CSU, Peter Weiß. La ministre du Travail, Ursula von der Leyen, se justifie en faisant valoir que son ministère, responsable aussi bien des chômeurs que les retraités, des veuves et des orphelins, avait dû choisir ses priorités et préféré protéger « *ceux qui ne peuvent plus changer leur avenir* ».

Jean-Claude Juncker, au nom des pays de l'*Eurogroupe* qu'il représente, salue à Luxembourg les efforts de consolidation financière annoncés par Berlin, tout en espérant que les réductions ne porteront pas préjudice à la relance. Plusieurs économistes estiment que le Produit Intérieur Brut (PIB) devrait baisser d'un demi-pourcent en raison de ce programme d'austérité, mais que la conjoncture est suffisamment favorable pour supporter ses effets, car l'Allemagne profite de la reprise de l'économie mondiale.

François Talcay

im deutsch-französischen Verhältnis aus, was von beiden Seiten jedoch dementiert wird. Das Treffen wird am 14. Juni nachgeholt. In Vorbereitung des G8- und G20-Gipfels in Kanada sprechen sich Merkel und Sarkozy für eine stärkere Regulierung der Finanzmärkte, beispielsweise durch eine internationale Finanzmarkttransaktionssteuer, aus.

08.06. Der georgische Präsident Saarkachvili trifft bei einem Staatsbesuch in Frankreich mit Staatspräsident Sarkozy zusammen. Thema der Gespräche ist unter anderem die Zukunft der international nicht anerkannten Republiken Abchasien und Südossetien, die zu Georgien gehören. Im Kaukasus-Konflikt mit Russland um die Anerkennung der beiden Teilrepubliken im Jahr 2008 war Sarkozy als amtierender EU-Ratspräsident als Vermittler aufgetreten.

08.06. In einem gemeinsamen Brief an den Präsidenten der Europäischen Kommission, José Manuel Barroso, fordern Angela Merkel und Nicolas Sarkozy eine Beschleunigung und Intensivierung des Vorgehens der Kommission gegen hoch spekulative Finanzprodukte wie zum Beispiel Leerverkäufe und Kreditausfallversicherungen und betonen die Notwendigkeit einer Erhöhung der Finanzmarktstabilität.

08.06. Die Fluggesellschaft *Emirates* gibt bei der Internationalen Luft- und Raumfahrtausstellung ILA in Berlin bekannt, dass sie beim europäischen Luft- und Raumfahrtkonzern EADS 32 neue Großraumflugzeuge vom Typ *Airbus A380* bestellen wird. Der Vertrag hat nach Listenpreisen ein Volumen von etwa 9,6 Milliarden Euro. *Emirates* ist mit insgesamt 90 bestellten Flugzeugen der wichtigste Kunde für den A380.

12.06. Premierminister Fillon legt vor der Regierungspartei UMP die Grundzüge eines geplanten Sparpakets dar. Diesem zufolge soll das Haushaltsdefizit Frankreichs bis zum Jahr 2013 um 100 Milliarden Euro gesenkt werden. Dies soll vor allem durch Reduzierung der öffentlichen Ausgaben, die Abschaffung von Steuervergünstigungen sowie steigende Steuereinnahmen in Folge der wieder erstarkenden Konjunktur erreicht werden.

15.06. Arbeitsminister Woerth stellt in Paris Details der geplanten und umstrittenen Rentenreform vor. Demzufolge soll das Renteneintrittsalter bis 2018 schrittweise auf 62 Jahre angehoben werden, bisher liegt es bei 60 Jahren. Die Beitragszeit als Voraussetzung für den Bezug einer vollen Rente wird von 41 Jahren auf 41 Jahre und drei Monate angehoben. Die Gewerkschaften kündigen Proteste gegen die geplanten Veränderungen an.

16.06. Bei Überschwemmungen in Folge schwerer Regenfälle kommen im *Département Var* in Südfrankreich mindestens 15 Menschen ums Leben. Etwa 1 200 Menschen müssen mit Hubschraubern aus den Wassermassen gerettet werden, in mehreren Zehntausend Häusern fällt der Strom aus.

18.06. Aus Anlass des 70. Jahrestags des Londoner Appells von Général de Gaulle am 18. Juni 1940 trifft Staatspräsident Sarkozy in London mit dem neuen britischen Premierminister Cameron zusammen.

18.06. Im Alter von 94 Jahren stirbt der General Marcel Bigeard. Er hatte während des Indochina- sowie des Algerienkriegs in der französischen Armee gedient und war 1975 von Staatspräsident Valéry Giscard d'Estaing zum Verteidigungsstaatssekretär ernannt worden. Immer wieder waren ihm Kriegsverbrechen vorgeworfen worden, was er konsequent abstrikt.

19.06. Der ehemalige Premierminister Dominique de Villepin gründet auf einem Kongress mit mehreren Tausend Anhängern seine neue Partei *République Solidaire*. Der langjährige Gegenspieler von Staatspräsident Sarkozy macht damit seine Ambitionen auf die Präsidentschaft deutlich. Villepin betont die Bedeutung sozialer Verantwortung für eine konservative Politik und warnt vor steigendem Verdruss der Wähler.

20.06. Marie-Georges Buffet wird auf einem kurzfristig einberufenen Parteitag der kommunistischen Partei Frankreichs PCF als Vorsitzende vom früheren Redakteur der Zeitung *L'Humanité*, Pierre Laurent, abgelöst. Laurent kündigt eine

verstärkte Zusammenarbeit mit anderen linken Parteien und eine Öffnung des PCF an.

20.06. Im Rahmen des Wirtschaftsforums in St. Petersburg trifft Staatspräsident Sarkozy mit dem russischen Präsidenten Medwedew zusammen. Er betont die große Bedeutung eines gemeinsamen Wirtschaftsraums zwischen Europa und Russland. Am Rande des Treffens wurden zahlreiche Verträge zwischen russischen und französischen Unternehmen unterzeichnet.

21.06. In einem gemeinsamen Brief an den kanadischen Ministerpräsidenten Harper in Vorbereitung des G20-Gipfels fordern Staatspräsident Sarkozy und Bundeskanzlerin Merkel eine strengere Regulierung der Finanzmärkte, um eine größere Stabilität im internationalen Finanzsystem zu erreichen. Beide sprechen sich für eine internationale Finanzmarktsteuer, beispielsweise eine Finanztransaktionssteuer, aus.

22.06. Arbeitsminister Woerth gerät auf Grund einer möglichen Involvierung in die Affäre um die Erbin des *L'Oréal*-Konzerns, Liliane Bettencourt, zunehmend in die Kritik. Woerth soll in seiner Zeit als Haushaltsminister Hinweise auf Steuerhinterziehung durch Bettencourt nicht verfolgt haben. Woerths Ehefrau hatte bis vor Kurzem als Finanzberaterin bei einer Firma gearbeitet, die u. a. das Vermögen Bettencourts verwaltet.

22.06. Nach einer Niederlage gegen die Mannschaft von Südafrika scheidet die französische Nationalmannschaft nach der Vorrunde aus der Weltmeisterschaft in Südafrika aus. Zuvor hatte es heftige Differenzen innerhalb des Teams gegeben; nach verbalen Angriffen gegen Trainer Raymond Domenech war Spieler Nicolas Anelka suspendiert worden. Delegationschef Jean-Louis Valentin war daraufhin zurückgetreten.

23.06. Staatspräsident Sarkozy kündigt im Ministerrat einen strikten Sparkurs für die Staatsvertreter an. So wird die traditionelle Gartenparty im *Elysée*-Palast am Nationalfeiertag abgesagt, bis zum Jahr 2013 sollen tausende Dienstwagen und Dienstwohnungen abgeschafft werden. Mehrere

Minister und Staatssekretäre waren in den vergangenen Wochen wegen Verschwendung in die Kritik geraten.

24.06. Aus Protest gegen die geplante Rentenreform kommt es in ganz Frankreich zu Streiks. Der Zugverkehr und der öffentliche Nahverkehr sind behindert, auch in Behörden, Schulen und Unternehmen wird gestreikt. Sechs der acht Gewerkschaften hatten zu dem Streik aufgerufen um gegen die Reformpläne der Regierung, insbesondere die Erhöhung des Renteneintrittsalters zu protestieren.

Le chômage en baisse

Selon un rapport de l'Agence pour l'Emploi (BA), publié fin juin à Nuremberg, l'Allemagne comptait à la fin du premier semestre 3,153 millions de chômeurs, soit 88 000 de moins que le mois précédent et 257 000 de moins qu'au mois de juin 2009. Le taux de chômage est passé en Allemagne de 8,1 à 7,5 % en l'espace d'un an. Le nombre de personnes en activité dépasse les 40,2 millions de personnes et revient ainsi à son niveau de 2009. Selon un sondage de l'institut *ifo*, un quart des entreprises envisagent d'embaucher, alors que 11 % seulement n'excluent pas de licencier. Cette évolution est à mettre néanmoins en parallèle avec le travail partiel, dispositif choisi pour surmonter la crise. La réduction du chômage partiel se fait plus lentement que prévu.

Pour l'ensemble de l'année 2010, les prévisions de croissance des experts de l'Institut allemand de recherche économique (DIW) sont revues légèrement à la hausse : selon eux, le produit intérieur brut devrait augmenter de 1,9 %. La prévision précédente, publiée en avril, faisait état de 1,7 %. La reprise de l'économie profite aux exportateurs allemands qui enregistrent une progression de leurs ventes à l'étranger de 28,8 % entre mai 2009 et mai 2010, avec une reprise plus nette vers les pays qui ne font pas partie de l'Union européenne (39,5 %).

F. T.